

CHRONIQUE DES FALSIFICATIONS

Marek Halter

A l'occasion de son roman dont l'action se passe au Birobidjan, cette « République autonome » juive créée par Staline en 1934, Marek Halter s'est rendu au Birobidjan et en a rapporté un documentaire qui est passé sur France 5, le dimanche 29 janvier. Je n'ai pas pu voir ce documentaire, mais la présentation qu'en donne *Le Monde Télévision* (22-23 janvier) contient une falsification assez grossière. On y lit : « Pour le pouvoir socialiste, la création de cet Etat permet, entre autres, d'évincer les juifs des postes à responsabilité sans se voir taxé d'antisémitisme. » Or si Staline déportera à partir de 1937 des peuples entiers et si, à partir de 1949, il déchaînera une campagne antisémite (déguisée en campagne « anticosmopolite ») qui aboutira à la liquidation physique de dizaines de cadres et d'intellectuels juifs, dont les dirigeants du comité antifasciste juif, jamais des juifs n'ont été envoyés de force au Birobidjan et à peu près aucun cadre juif important du parti soviétique n'y a

été affecté. La phrase citée est donc une invention.

D'ailleurs, le grand spécialiste du décompte des juifs dans les instances de l'URSS à diverses étapes, le très réactionnaire Alexandre Soljenitsyne, dont les conclusions sont hautement contestables... mais pas les chiffres, écrit dans *Deux siècles ensemble* :

« En 1936, on compte huit juifs parmi les commissaires du peuple (...). En novembre 1930 est créé le commissariat au Commerce extérieur avec à sa tête — il y restera sept ans — A. P. Rosengoltz. On compte un tiers de juifs parmi les membres du collège (...). Au Gosplan, en 1931, le présidium compte sur dix-huit membres plus de la moitié de juifs (...). En décembre 1936, parmi les patrons des dix départements du GUGB du NKVD (...), nous trouvons sept juifs » (1).

(1) Voir Jean-Jacques Marie : *L'antisémitisme en Russie de Catherine II à Poutine*, p. 410.

Le Monde

Certes, on pourrait qualifier cela de perle ou de mauvaise plaisanterie, mais la « perle » a un sens. Dans *Le Monde*, daté du 18 février, un journaliste cite une mâle déclaration de Ségolène Royal lors d'un meeting à Châtelleraut. Elle y a proclamé : « *L'enjeu de cette présidentielle, c'est la lutte des classes.* » Citant ces propos, le journaliste la qualifie de « *Rosa Luxembourg de Poitou-Charentes* ». Certes, on pourrait se contenter de voir dans cette formule une pointe d'humour, encore que ce ne soit guère le registre du *Monde*, sauf de façon fort involontaire, mais l'humour dissimule en l'occurrence une véritable falsification.

Assimiler, même plaisamment, Ségolène Royal à une Rosa Luxembourg régionale ou provinciale, c'est oublier que tout sépare ces deux femmes. Ségolène Royal est depuis longtemps vice-prési-

dente d'une Internationale socialiste qui accueillait complaisamment dans ses rangs, sans susciter la moindre protestation de sa part, Ben Ali, Hosni Moubarak et Laurent Gbagbo, et y accueille toujours un nombre important de mafieux divers.

Elle a approuvé la guerre en Afghanistan et en Libye. Rosa Luxembourg, elle, a été jetée en prison pour son opposition à la guerre. Elle a fondé le Parti communiste allemand et a été assassinée sur ordre des ancêtres de l'Internationale dont Ségolène Royal est la vice-présidente. Il y a donc entre elles une différence non d'échelle mais de nature que l'utilisation circonstancielle de l'expression « lutte de classes » par la collègue de Moubarak, Ben Ali, Gbagbo et quelques autres du même acabit ne saurait masquer.

Un étrange silence

On peut falsifier l'histoire en déformant des épisodes importants... ou en les passant sous silence.

Les éditions Rosspen de Moscou (la plus sérieuse maison d'édition russe dans le domaine de l'histoire) ont publié en 2004 une *Histoire du goulag stalinien (1929-1956)* en sept volumes. Le comité de rédaction est composé de Iouri Afanassiev, Anaroli Tchoubarian, Robert Conquest, E. Danielson, T. Emmons, P. Gregory, Oleg Khlevniouk, V. Khristoforov, V. Kozlov, S. Lironenko, Alexandre Soljenitsyne, A. Sorokine, A. Iakovlev.

Le sixième volume est consacré aux « *soulèvements, révoltes, grèves des détenus* ». Il comporte une première subdivision intitulée : « *Les soulèvements de droit commun et les contras "grévistes de la faim" des années 1930-1940* ». On y trouve quatorze documents...

Au total, le volume comporte 284 documents sur les mouvements de protestation dans les camps jusqu'en 1955.

Pas un seul n'évoque les deux grandes grèves de la faim organisées par les trotskystes à Vorkouta et à Magadan (Kolyma) en 1936 et 1937.

La première d'entre elle est rapidement évoquée dans l'introduction (page 28). L'auteur signale la publication de documents sur les mouvements de protestation dans les camps dans les années trente par Boris Nicolaïevski dans l'organe des mencheviks russes exilés aux Etats-Unis, *Sotsialistitcheski Vestnik*, documents qui, commente l'auteur, « *contiennent en particulier des témoignages précis sur l'une des dernières manifestations organisées de détenus politiques dans les camps de Vorkouta en 1936. Les dernières manifestations de détenus trotskystes avant la guerre étaient liées à une*

lutte sans espoir pour obtenir le retour au statut de détenus politiques. La lutte désespérée, ferme et principielle des détenus trotskystes pour leurs droits dans les camps de Vorkouta, leur liquidation massive en 1938, confirmée par de nombreux témoignages dignes de foi, ont transformé ce combat d'arrière-garde des opposants idéologiques au stalinisme en l'un des événements significatifs de l'histoire du goulag avant la guerre. »

Puis, l'auteur de l'introduction, ajoute : « *L'historiographie trotskyste des années 50-60 a donné aux grèves de la faim et grèves de trotskystes un sens particulier, on peut dire mythologique. »* Et l'auteur cite un unique exemple de ce caractère « mythologique », l'affirmation par Deutscher — dont chacun sait, qu'auteur d'une biographie élogieuse de Staline, il n'était pas trotskyste (1) — qu'après la liquidation de ces mouvements de grève, il n'y en eut plus dans le goulag pendant de longues années. Affirmation fausse, certes, mais, à l'époque, on n'avait guère d'informations sur les révoltes dans le goulag...

On peut dès lors s'interroger. Pourquoi qualifier le combat des trotskystes

dans les camps de « combats d'arrière-garde » ? D'arrière-garde » en quoi ?

Pourquoi ne publier aucun document sur eux et leurs grèves, alors que les documents existent, comme par exemple la liste, établie par le NKVD, des trotskystes fusillés à Magadan après leur grève de la faim (2) ?

Pourquoi ne pas même évoquer leur grève de la faim à Magadan ? Pourquoi la passer sous silence et faire donc comme si elle n'avait pas eu lieu (3) ?

Jean-Jacques Marie

(1) Voir à ce propos dans les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 48, l'article : « Isaac Deutscher, un compagnon de route du stalinisme. »

(2) On trouvera cette liste, avec la fiche de chacun établie par le NKVD, dans les n° 22 et 24 des *Cahiers du mouvement ouvrier*, ainsi qu'un récit de la grève de la faim des trotskystes à Vorkouta dans les *Cahiers du mouvement ouvrier* n° 2, 4 et 27 et dans mon livre, *Le fils oublié de Trotsky* (pages 129-134), et un document d'un indic sur cette grève dans les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 34.

(3) On trouvera un récit de la grève de la faim des trotskystes à Magadan dans le n° 4 des *Cahiers du mouvement ouvrier*.